



**LIGUE CONGOLAISE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**



**LICOCO**

**14, Av. Loango, Quartier 1, Commune de N'djili  
Kinshasa/RDC**

**Référence : Boulevard Kimbuta, Arrêt Bar Grand Libulu**

**Tél + 243 81 60 49 837 ou + 243 89 89 72 130**

**Email. [licocordc@gmail.com](mailto:licocordc@gmail.com)**

**[www.licoco.org](http://www.licoco.org)**

**RAPPORT MISSION D'OBSERVATION INDEPENDANTE NON  
MANDATEE DU PROCESSUS REDD + DANS LA PROVINCE DE  
MAI-NDOMBE, TERRITOIRE DE MUSHIE VILLAGES DE : (ISALI,  
MBALI, DUAMA, KESOMI, MPOKO)**

***Les outils de Gouvernance sont ils appliqués à Mushie par WWF?***



**Septembre 2017**

**ACRONYMES**

<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>AWF</b>	African Wildlife Foundation
<b>BAD</b>	Banque Africaine de développement
<b>CADEM</b>	Centre d'accompagnement de la population pour le développement de Maï-Ndombe
<b>CADLCPA</b>	Centre d'accompagnement pour le développement participatif de communautés locales et peuples autochtones par la REDD <sup>+</sup>
<b>CARG</b>	Comité de l'agriculture rural et de gestion
<b>CAFI</b>	Central African Forest Initiative
<b>CARPE</b>	Central African Regional Program for the Environment
<b>CBFF</b>	Congo Bassin Forest Fund
<b>CCAP</b>	Contrôle citoyen de l'action publique
<b>CI</b>	Conservation International
<b>CIFOR</b>	Center for International Forestry Research
<b>CIRAD</b>	Centre for International Cooperation in Agronomic Research for Development
<b>CLD</b>	Comité local de développement
<b>CN-REDD</b>	Coordination nationale REDD <sup>+</sup>
<b>DIAF</b>	Direction des Inventaires et Aménagement Forestier
<b>ERA</b>	Ecosystem Restoration Associates
<b>ERAIFT</b>	Regional Post-graduate Training School on Integrated Management of forest transparency
<b>FCPF</b>	Forest Carbon Partnership Facility
<b>FIP</b>	Forest Investment Program
<b>GCCA</b>	Global Climate Change Alliance
<b>GEF</b>	Global Environment Facility
<b>GHG</b>	Greenhouse Gas Emissions
<b>GTCR-R</b>	Groupe de Travail Climat REDD <sup>+</sup> -Rénové
<b>ICCN</b>	Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
<b>LICOCO</b>	Ligue Congolaise de lutte contre la Corruption
<b>MECND</b>	Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable
<b>MEDD</b>	Ministère de l'Environnement et Développement Durable
<b>MRV</b>	Monitoring, Reporting and Verification
<b>NORAD</b>	Norwegian Agency for Development Cooperation
<b>NOVACEL</b>	Nouvelle Société d'Agriculture et d'élevage
<b>OCEAN</b>	Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>REDD<sup>+</sup></b>	Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation
<b>RFN</b>	Rainforest Foundation Norway
<b>R-PIN</b>	Readiness Plan Idea Note (under the FCPF)
<b>R-PP</b>	Readiness Preparation Proposal (under the FCPF)
<b>TEP</b>	Tribune d'expression populaire
<b>UC-PFCN</b>	Unité de coordination – Projet Forêts et Conservation de la Nature
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>WWC</b>	Wildlife Works Carbon
<b>WWF</b>	World Wide Fund for Nature
<b>CLIP</b>	Consentement libre et informé au préalable

## Table des matières

Acronymes	1
I. Introduction	3
II. Objectifs de la mission	4
III. Résultats attendus de la mission	4
IV. Méthodologie et techniques de travail	5
V. Brève présentation du projet PIREDD /Plateau	5
VI. Observation indépendante non mandatée	7
a. Outil de transparence du processus REDD+	14
b. Outil de participation des communautés locales dans le processus REDD+	
c. Outil de diffusion de l'information liée au processus REDD+	14
d. Outil de partage des bénéfices/ paiement pour services environnementaux	14
e. Outil de gestion des plaintes et recours	15
I. Difficultés rencontrées	15
II. Recommandations	16
III. Conclusion -	18

## I. INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo s'est engagé dans le processus REDD+ depuis 2009 avec l'appui de l'ONU-REDD et le FCPF de la Banque Mondiale dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique et la réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts. Trois phases, à savoir, la phase de préparation, la phase de démonstration des initiatives pilotes et la phase des investissements basés sur les résultats en termes de réduction des émissions des gaz à effet de serre et l'amélioration du stock de carbone par des mesures et politiques appropriées ont constitué le schéma caractériel.

Ce processus a connu de fortes avancées parmi lesquelles, il y a lieu de citer :

- L'élaboration du Plan de Préparation à la REDD+ (R-PP) (2010) ;
- Le consensus national sur les moteurs de déforestation et de dégradation de la forêt (2011),
- La validation du Plan d'investissement du Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF) (2011) ;
- L'élaboration de la Stratégie-cadre nationale REDD+ (2012);
- La création du Fonds national REDD+ de la RDC (2012) ; l'acceptation de l'ER-PIN Mai-Ndombe dans le portefeuille du Fonds carbone de la Banque Mondiale (mai 2014) ;
- L'endossement du Rapport final du R-Package par le Comité des Participants du Fonds Carbone de la Banque Mondiale lors de sa 19<sup>ième</sup> réunion (mai 2015),
- La signature de la déclaration d'adhésion de la RDC à l'Initiative pour la Conservation de la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI) pour la capitalisation du Fonds National REDD+ (Septembre 2015)
- Et enfin, l'adoption par le Comité des Participants du Fonds Carbone du Document de l'ER-Program Mai-Ndombe, zone dans laquelle la LICOCO développe déjà des activités d'observation indépendante non mandatée sur la REDD+.

Les bonnes pratiques dans la mise en œuvre du processus REDD+ en RDC comme ailleurs pour les autres pays engagés dans le monde, implique une meilleure adéquation et une meilleure application des outils à la fois de gouvernance et méthodologiques. Le succès du processus en dépend.

Parmi les piliers habilitants de l'ossature du plan d'investissement REDD+, en complément des piliers sectoriels relatifs à l'agriculture, à l'énergie et forêts autour des quels s'articule la stratégie cadre national de la REDD+ de la RDC. Le pilier habilitant

**relatif à la gouvernance** est crucial et déterminant car il permet une mise en œuvre effective du processus REDD de manière transversale, transparente, équitable tout en assurant les aspects de participation des parties prenantes par la consultation, l'appropriation et le contrôle citoyen.

La Commission Nationale REDD+ de la RDC a élaboré plusieurs outils dont certains ont été validés et d'autres en cours d'élaboration.

Ces outils de gouvernance sont ;

- Mécanisme de gestion des plaintes et recours
- Mécanisme de partage des bénéfices ou paiement pour services environnementaux
- Registre d'homologation des projets REDD+
- Mécanisme de consentement libre, informé et préalable ou CLIP
- Mécanisme de diffusion de l'information du processus REDD+

C'est dans cette optique que la LICOCO a organisé une mission d'observation indépendante non mandatée à Mushie pour tester ou analyser si les outils ci-haut énumérés sont mis en application par WWF et demander l'opinion des communautés locales sur l'appropriation du processus.

## **II. OBJECTIFS DE LA MISSION**

- Vérifier si les outils de gouvernance élaborés par la CNREDD sont mis en application par WWF à Mushie
- Avoir l'opinion des communautés locales de Mushie sur le processus REDD+

## **III. RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION**

- Les outils de gouvernance sont mis en application dans tous projets REDD+ réalisés, en cours de réalisation dans la province de Mai-ndombe par les promoteurs des projets REDD+
- Le niveau d'information et participation (CLIP) des communautés locales en rapport avec les fonds alloués lors de la mise en œuvre des projets REDD+ dans la province de Mai-ndombe sont connus par tous,
- Les outils existants dans les zones du processus REDD+, les impacts de l'ensemble des initiatives REDD+ sur les droits et moyens de subsistance des communautés locales sont connus par toutes les parties prenantes
- Les parties prenantes connaissent les outils de gouvernance et demandent leurs mis en application

- Les promoteurs des projets REDD+ mettent en application tous les outils de gouvernance élaborés par la CNREDD.

#### IV. METHODOLOGIE ET TECHNIQUES DU TRAVAIL

L'approche méthodologique adoptée pour conduire en bon port la mission a porté sur quatre étapes majeures notamment :

- L'analyse documentaire des projets en cours de réalisation à Mushie,
- Les réunions individuelles avec les communautés locales via les Comités locaux de développement-CLD,
- Les réunions avec le focus group ou le CARG
- Les rencontres avec l'administration locale.

La LICOCO a rencontré 70 CLD basés dans les villages de Mbali Cité

Nous avons eu des rencontres avec l'administration locale représentée par l'Administrateur du Territoire de Mushie qui nous a donné beaucoup d'informations sur le processus REDD+.

La LICOCO a rencontré aussi les représentants de WWF à Mushie qui n'ont pas voulu répondre à nos préoccupations arguant que la hiérarchie ne leur avait pas donné l'accord pour échanger avec l'équipe en mission de la LICOCO.

Pour la première étape, il s'agit du document d'informations de la gouvernance REDD+, principe CLIP, modèle de contrat ou cahier de charge signé entre WWF et les communautés locales via les CLD et CARG.

Ensuite, les réunions individuelles et focus group avec les communautés locales dans les villages ont conduit à mieux cerner les appréhensions des uns et des autres sur la manière dont les projets REDD+ sont menés sur terrain.

Nous avons aussi visité des sites destinés au reboisement et aux pépinières *d'acacias* et des orangers réalisés par WWF dans les villages de Mbali, Duama, Kesomi, Isali et MPoko.



Enfin, nous avons élaboré un questionnaire contenant des préoccupations sur la mise en application des outils de gouvernance et du respect des standards socio environnementaux par le porteur de projet.

## **V. BREVE PRESENTATION DU PROJET PIREDD /PLATEAU**

Le programme d'investissement pour la forêt (PIF) de la RDC a mis sur pied un projet, appuyé par la Banque mondiale pour un montant de 39,9 millions de dollars américains (projet de gestion améliorée des paysages Forestiers, (PGAPF). Ce dernier vise à soutenir notamment les activités qui touchent les principaux moteurs de la déforestation et la dégradation des forêts sur l'ancien district des plateaux de la province de Mai-ndombe et à créer des modèles d'intervention qui peuvent être répliqués ailleurs. La première composante du PGAPF, le projet intègre REDD+ du plateau (PIREDD plateaux) est constitué de quatre territoires : Bolobo, Kwamouth, Mushie et Yumbi.

Le WWF a été sélectionné par le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable comme Maître d'Ouvrage Délégué (MOD), pour un montant total de 9 151 359,76 de dollars américains.

### **Les objectifs définis pour ce projet sont :**

- Tester une approche de gouvernance et d'innovation technique permettant de réduire globalement la déforestation à grande échelle, sur quatre territoires, tout en améliorant les conditions de vie des populations ;

- Créer ou renforcer des institutions de gouvernance capables à différents niveaux territoriaux du plateau (province, territoire, secteur /chefferie, groupement et terroirs villageois) ;
- Elaborer et mettre en œuvre des politiques (plans) de Gestion Durable des Ressources Naturelles en s'appuyant sur des technologies innovantes et des investissements adaptés susceptibles d'améliorer les conditions de vie.

## **VI. OBSERVATION INDEPENDANTE NON MANDATEE**

### **A. Outils de transparence du processus REDD+**

- **Constat fait sur terrain**

Avant le début du projet PIREDD- Plateaux, les communautés locales ont connu la présence de l'ONG CEDEN qui avait travaillé dans le renforcement des capacités des communautés de Mbali, Isali, Duama, Mpoko et Kesomi sur la REDD+, et ensuite l'ONG AMARE pour la structuration des comités locaux de développement (CLD) et a mis en place les comités d'agriculture rurale et de gestion (CARG) avant la mise en œuvre de ce projet.

Tous ces travaux entrepris par les organisations de la société civile méritent une évaluation afin d'apprécier le niveau d'appropriation par les communautés locales.

La structuration ou la composition des CLD et CARG dans le Territoire de Mushie indiquent que 70 CLD ont été mis en place jusqu'aujourd'hui. Le plus grand CLD se trouvant dans la cité de MBALI. Il existe aujourd'hui dans le territoire de Mushie 70 CARG. Les CARG s'occupent essentiellement des activités agricoles.

Les 5 villages visités par l'équipe d'observation indépendante non mandatée de la LICOCO ont en commun quelques éléments notamment :

- Les informations démontrent que les principes du CLIP ne sont pas respectés par WWF,
- Les droits des ayants droit et des chefs de terres ne sont ni reconnus dans le cadre de ce projet où WWF considère que seuls le CLD et le CARG sont bénéficiaires directs du projet. Or, dans les lignes précédentes, nous avons dit que les CLD ne représentent pas les communautés locales de Mushie.
- Le porteur de projet à Mushie (WWF) n'a jamais consulté les chefs de terres pour négocier les espaces pour faire de pépinières et des activités de plantation d'acacia et des orangers ;

- WWF n'associe pas les membres de l'administration Territoriale au projet. L'administrateur du Territoire de Mushie nous a affirmé qu'il ne connaît pas les fonds alloués au projet REDD+
- Il était prévu la construction, la réhabilitation, la réfection des bureaux des officiels locaux et la construction des ponts pour faciliter l'évacuation des produits agricoles mais nous avons constaté que toutes ces activités n'ont pas encore commencées.

**Figure 2 : Le pont qui mène vers le village**



- La LICOCO a observé une grande inquiétude de la part des chefs des communautés locales des villages visités qui pensent que WWF alloue plus des fonds aux frais de fonctionnement tel que (location bureau, location des hôtels, déplacement de son personnel) que de financer les infrastructures planifiés dans le projet. Toutes les personnes rencontrées affirment être déçues car les promesses faites par WWF aux Communautés locales ne sont pas respectées.
- La LICOCO a constaté qu'il n'y a jamais eu un cahier des charges signé entre les communautés locales de Mushie et WWF. Ce dernier utilise souvent les CLD comme leurs interlocuteurs alors que ces derniers ne représentent pas légalement les communautés locales.

Le manque de transparence dans l'affectation et l'utilisation des fonds prévus pour les activités déjà amorcées et l'absence d'une information exacte sur l'exécution du projet (les CLD n'ayant pas connaissance du cadre logique du Projet et les coûts de réalisation

des différentes activités) sont des faits constatés au cours de la présente mission d'Observation Indépendante non mandatée.

**Ici le Principe 3 des SSE/REDD/RDC, critère 3.1 n'a pas été respecté par WWF ;**

❖ **Témoignages des citoyens :**

- Un membre de CLD- village MPOKO nous a affirmé qu'il ne connaît pas le montant exact affecté pour l'exécution des activités dans leur village. Il n'existe aucun document montrant la planification des activités et nous ne sommes pas impliqué ni dans la conception du projet et moins encore dans sa réalisation.
- Un membre de CARG -village DUAMA, a affirmé qu'ils ne sont pas au courant du contenu et des détails du projet et ne connaissent pas le montant ni les activités du projet. Il a affirmé que seul WWF calcule et fixe le montant à payer pour les activités des services environnementaux.

**B. Outil de participation des communautés locales dans le processus REDD**

❖ **Constant fait sur terrain :**

La LICOCO a constaté que le principe de participation et de consultation des communautés locales est très mitigé dans les activités déjà mis en œuvre par WWF à Mushie.

Les lignes ci-haut citées prouvent à suffisance que les communautés locales participent peu au processus REDD+et ne sont pas associés ni à la planification et moins encore à la réalisation du projet.

Depuis le commencement du projet, WWF n'a jamais organisé des activités de sensibilisation ou d'éducation des communautés sur la REDD+. Plusieurs membres des CLD que nous avons contactés ont affirmé jamais participé à une activité liée à l'éducation à la REDD+ à Mushie.

Les communautés locales sont des travailleurs à qui WWF ne rend absolument pas compte et les rémunère en violation de la loi sur le salaire minimum garantie.

**Cela viole les SSE REDD/RDC, principe 6, critères 6.1 à 6.5 et ne respecte pas le 4ème pilier de la Stratégie-Cadre National REDD/REDC, le Pilier consacrant la Bonne Gouvernance dans le processus REDD+.**

Figure 3: Le  
chef du  
village



Figure 4: Le  
secrétaire du  
chef de terre  
village ISALI



❖ **Témoignages des citoyens :**

- Le chef du village ISALI nous a affirmé qu'il n'a aucune information sur le travail de WWF. Les informations partielles sur les activités de WWF lui ont été donné par les responsables des CLD qui ne donnent pas toutes les informations à sa communauté ;

- Le Secrétaire de Chef de terre du village ISALI, regrette énormément et pense que le projet mis en œuvre par WWF est venu pour les appauvrir davantage au lieu de leur apporter le développement. Nous comptons mettre un terme à ce projet dans notre village dit-il !
- Certains membres de CLD du village ISALI, nous ont affirmé qu'ils ont participé à des activités organisées par CEDEN et AMARE pour la composition et structuration des CLD. Les activités d'éducation ou sensibilisation à la REDD+ n'ont jamais été organisées nous a confié un membre de CLD d'ISALI.

### C. Outil de diffusion de l'information liée au processus REDD+

- Constant fait sur terrain :

WWF a imprimé des dépliants expliquant le projet mis en œuvre dans le territoire de Mushie. Ces dépliants ne sont ni distribués aux citoyens et moins encore des actions de sensibilisation ne sont pas organisées.

Ce dépliant est en français alors que la grande majorité des citoyens vivant dans le territoire de Mushie est analphabète.

Dans les 5 villages que nous avons visités, il n'y a jamais eu des séances de sensibilisation des communautés sur le processus REDD+

Or, à Mushie comme à Mbali, il existe des radios communautaires qui pourraient être utilisées pour diffuser les informations à long et en large sur la REDD+. Mais cela n'a pas encore été fait par WWF.

Certains responsables de CLD que nous avons rencontrés nous ont affirmé qu'ils ont encore des difficultés de comprendre ce que signifie REDD+ et ont souhaité qu'il y ait plus d'actions de sensibilisation du processus REDD+ pour comprendre son impact positif sur leurs vies quotidiennes.

En général, nous avons constaté un déficit communicationnel énorme qui peut impacter négativement la réussite de l'ER-P Mai Ndombe en général et le PIREDD en particulier.

Le non respect du droit à l'information des communautés locales sur le processus REDD+ viole le principe du CLIP considéré comme l'épine dorsale de la réussite d'un Projet/initiatives REDD+ (Standards Socio-Environnementaux/REDD+ de la RDC, Principe 8)

Figure 5: Communautés locales travaillant dans le projet PIREDD territoire de MUSHIE



- Témoignages des citoyens
- Le responsable du service de l'environnement et agriculture des Villages de MBALI cité, ISALI, DUAMA, MPOKO, KESOMI, nous a affirmé qu'il ne connaît rien sur le contenu du principe CLIP, ni d'autres informations relevant de l'application et du respect de la gouvernance REDD+ au programme PIREDD réalisé par WWF à Mushie.
- Membre de CARG du village DUAMA, nous a affirmé qu'ils n'avaient jamais été consultés lors de la conception de ce projet et dans sa mise en œuvre. Il a affirmé n'avoir jamais donné leur consentement au projet réalisé par WWF dans son territoire. Il craint enfin que la REDD+ ne va pas atteindre ses objectifs si WWF continue d'agir de la sorte.

#### **D. Outil de partage des bénéfices/ paiement pour services environnementaux**

##### ❖ Constant fait sur terrain :

Au début du projet, WWF avait promis que les tracteurs viendront aider les communautés par des travaux préliminaires. A la date de notre visite à Mushie, nous avons constaté que ces tracteurs ne sont jamais arrivés sur place.

Jusqu'aujourd'hui, le reboisement se fait à la main, 65 hectares ont été reboisés par les communautés de Mbali.

Les communautés locales sont mal payées bien qu'ils déploient beaucoup d'efforts pour la réussite du projet. Au début du projet, WWF avait promis qu'il paierait après 3 mois

des travaux de reboisement. Il changera ensuite et informera les communautés locales que le paiement sera effectif qu'après regarnissage dans la zone reboisée. Ce qui signifie que les communautés après avoir travaillé attendront 5 à 7 mois pour être payé.

Ainsi, les communautés locales nous ont affirmés que les travailleurs de Mbali accusent 5 mois de non paiement de leurs salaires, ceux d'Isali 7 mois, ceux de Duama 6 mois et afin ceux de Kesomi 4 mois.

L'Agronome de WWF fixe le prix de la plantule à 0,1\$ US soit 155 Francs Congolais.

On paye les travailleurs que par plantule plantée. Un travailleur qui a planté beaucoup de plantules voit sa rémunération calculée à 0,1\$ US x nombre des plantules plantées.

WWF donne aussi un montant forfaitaire pour la restauration des travailleurs. Etant donné que ce montant est minime, WWF paye la restauration une fois par semaine.

Cette rémunération viole la loi sur le salaire minimum garantie en RDC qui dit que tout employeur doit payer au moins 3\$ US/jour.



Figure 6: Un membre de CLD village ISALI

#### ❖ Témoignages des citoyens

- Chef de terre de la Cité de MBALI nous a affirmé qu'avant la réalisation du projet WWF, il gagnait 750.000 francs congolais, soit 483\$ US par mois dans ses activités d'élevage de bœufs. Depuis la réalisation du projet PIREDD mené par

le WWF, je gagne 70.000 francs congolais soit 45\$ US pour les espaces reboisés. Il a dit qu'il préfère l'élevage des bœufs que le projet de WWF car il s'appauvrit du jour le jour car son revenu est divisé par 10.

- Un membre du CLD de MBALI nous a affirmé qu'il attend son salaire il y a de cela 5 mois pour le travail de reboisement effectué il y a de cela 3 mois. WWF ne nous donne aucune information sur notre salaire et sur la suite des activités. Nous comptons mobiliser les communautés locales engagées dans ce projet pour demander le paiement de notre salaire et abandonner carrément le projet. Nous constatons que WWF ne nous considère pas disant notre interlocuteur.

## **E. Outil de gestion de plainte et recours**

### ❖ Constant fait sur terrain

La LICOCO a constaté que WWF a mis en place un mécanisme de plaintes en éditant un formulaire de gestion des plaintes dont copie en annexe.

Ce formulaire n'est pas à la disposition des CLD afin qu'ils les distribuent auprès des communautés locales.

La LICOCO a constaté que ce formulaire se trouve au bureau de WWF à Mushie.

Ce formulaire est édité en français pour être utilisé par les communautés locales en majorité analphabètes.

Mbali Cité se trouve à plus de 200 km du territoire de Mushie, où se trouve le siège de WWF. Vous comprendrez qu'il est difficile à une personne se trouvant à Mbali de venir porter plainte à Mushie car la distance pose problème.

La LICOCO a constaté que les plaintes récoltées sont envoyées à Mushie et delà, ont les envoient au bureau de WWF à Kinshasa. C'est PIF qui prend la dernière décision à Kinshasa sur les plaintes des communautés locales.

Plusieurs chefs des villages nous ont affirmés qu'ils attendent les réponses à leurs plaintes adressées à WWF il y a de cela 5 mois.

Nous pensons que WWF devrait organiser des actions de sensibilisation pour distribuer ces formulaires auprès des communautés locales via par exemple les CLD ou les CARG.

Figure 7: Le chef de terre du village de MBALI CITE



#### ❖ Témoignages des citoyens

- Le Chef de terre de Mbali a porté plainte pour revendiquer la non signature de cahier de charge sur les espaces cédés à WWF pour le reboisement. Cette plainte n'a jamais trouvé solution jusqu'aujourd'hui. D'ailleurs, le chef de terre a demandé aux agents de la LICOCO de demander pour lui la suite à sa plainte.
- Les membres des CLD rencontrés nous ont affirmé que la plupart des travailleurs portent plaintes pour ce qui concerne leurs rémunérations mais cela n'a jamais trouvé de solutions.
- Le Chef de terre d'ISALI se plaint aussi que l'espace donné à WWF n'a jamais été négocié et le montant payé est insuffisant par rapport à la superficie occupée.
- Dans les 5 villages visités, les communautés locales de ces villages se plaignent que ce sont seulement les CLD qui possèdent l'information sur le processus REDD+ alors que les chefs des villages devraient aussi être impliqués.

## VII. DIFFICULTES RENCONTREES

### 1. La non publication des informations sur le projet

La LICOCO a adressée une lettre de demande d'information sur le projet mis en exécution par WWF mais cette dernière nous a demandé de contacter l'UC-PIF pour avoir les informations.

**La réponse à la lettre adressée à WWF est la suivante**

« Bonjour Monsieur Ernest MPararo,

*Nous avons bien reçu votre lettre d.d. 23/08/17 concernant la mission d'observation indépendante non-mandatée à Mai-Ndombe.*

*Le projet PIREDD Plateaux est la première composante des 4 composantes techniques de projet PGAPF (Projet de Gestion Améliorée de Paysages Forestiers). Le projet PGAPF financé par la Banque Mondiale est supervisé par le PIF (Programme d'Investissement pour la forêt), qui fait partie de Ministère de l'Environnement.*

*Le WWF (Fonds Mondial pour la Nature) est le Maitre d'ouvrage délégué pour la mise en œuvre de la première composante de projet PGAPF.*

*Veillez s'il vous plait contacter d'abord le PIF, pour organiser une mission de suivi-évaluation. Chef de programme PIF: Monsieur Clément Vangu-Lutete <[vangulutete@gmail.com](mailto:vangulutete@gmail.com)>*

*Franche collaboration,*

*Hicham »*

Nous estimons que WWF, étant maitre d'ouvrage délégué, il a la responsabilité de publier toutes les informations liées au projet réalisé à Mushie. En plus, Ces informations doivent être publiées dans une langue comprise par les communautés locales.

### **2. Le manque de collaboration des équipes de WWF à Mushie**

Comme nous l'avons souligné plus haut, les staffs de WWF à Mushie n'ont pas voulu collaborer avec nous car WWF Kinshasa n'a pas donné l'ordre au Bureau de Mushie de répondre à nos questions.

### **3. L'accès difficile au site du projet**

L'Etat des routes pour arriver dans les sites du projet est impraticable. Pendant la saison de pluie, la route Mushie-Mbali devient une casse tête pour les communautés locales. Sa réhabilitation est urgente pour soulager les populations locales.

## **VIII. RECOMMANDATIONS**

Comme vous l'avez constaté avec nous, les outils de gouvernance mis en place par le Gouvernement de la RDC dans le processus REDD+ ne sont pas facilement appliqués.

Ainsi, vu les constats faits sur terrain et après avoir recueillis les témoignages des citoyens, la LICOCO recommande urgemment :

### **A. Au Gouvernement de la RDC via le Ministère de l'Environnement et Développement Durable**

- De demander à la Banque Mondiale de retirer le projet attribué à WWF et le réattribuer à d'autres structures de mis en œuvre qui vont appliquer les outils de gouvernance
- De finaliser les outils de gouvernance restants et demander à tous les porteurs des projets de faire appliquer ces outils sur terrain
- De donner mandat aux ETD de faire le suivi et évaluation de la mise en œuvre des projets REDD+

### **B. A la Banque Mondiale**

- De retirer le projet réalisé par WWF et l'attribuer à une autre structure après lancement d'appel à manifestation d'intérêt,
- De demander à tous les porteurs des projets REDD+ de mettre en application les outils de Gouvernance élaborés par le Gouvernement de la RDC via la Commission Nationale REDD+
- De lancer une mission d'audit financier sur les fonds utilisés par WWF dans ce projet
- De demander à l'UC-PIF de répondre aux plaintes des chefs de terre, CLD, CARG cités dans ce rapport
- De demander à l'UC-PIF de payer les travailleurs qui ont plantés les arbres dans ce projet en respectant la loi sur la rémunération de la RDC

### **C. A l'unité de coordination du PIF**

- Demander à tous les porteurs des projets REDD+ sous financement de la Banque Mondiale et de la BAD de mettre en application les outils de gouvernance REDD+ déjà adopté par la CNREDD
- De financer des activités de sensibilisation et d'éducation à la REDD+ auprès des communautés locales
- De faire respecter les Standards Socio Environnementaux par les porteurs des projets REDD+
- De répondre urgemment aux plaintes des citoyens en mettant en place un mécanisme simple et transparent de gestion des plaintes et recours

## **IX. CONCLUSION**

Depuis la signature de la lettre d'intention entre le Gouvernement de la RDC et le CAFI, 200 millions des dollars seront alloués à la RDC pour lutter contre les causes de la déforestation entraînant le changement climatique.

Des outils de gouvernance doivent être mis en place par l'unité de coordination du projet étant donné que les bailleurs des fonds ne veulent pas que leurs financements passent par le trésor public.

Même via les Unités de Coordination qui gèrent les fonds des partenaires financiers et techniques, des faiblesses dans la gestion sont quotidiennes et sans un contrôle efficace, les risques des détournements des fonds sont énormes.

Or, jusqu'à présent, il n'existe aucun mécanisme de contrôle efficace et indépendant de la gestion des structures dénommées "Maîtres d'Ouvrages Délégués" et les Agences Locales d'Exécution qui mettent en œuvre les projets REDD+ en RDC.

La présente mission d'observation indépendante non mandatée à Mushie vient corroborer nos soupçons et montre les faiblesses des mécanismes de contrôle et de suivi évaluation des projets REDD+ jusque là financés par les bailleurs des fonds.

Ces faiblesses de gouvernance ont un impact négatif sur le processus REDD+ comme l'a déclaré un chef de terre de Mbali dont je cite (**qu'avant la réalisation du projet WWF, il gagnait 750.000 francs congolais, soit 483\$ US par mois en pratiquant l'élevage des bœufs. Depuis la réalisation du projet PIREDD mené par le WWF, je gagne 70.000 francs congolais soit 45\$ US pour les espaces reboisés. Il a dit qu'il préfère l'élevage des bœufs que le projet de WWF car il s'appauvrit du jour le jour étant donné que son revenu est divisé par 10.**)

La LICOCO estime que les autres projets PIREDD réalisés dans d'autres provinces de la RDC sous financement de la BAD ou de la Banque Mondiale se trouveraient dans la même situation que celui de Mushie exécutée par WWF.

Ainsi, il est urgent pour toutes les structures porteuses des projets REDD+ de mettre en application les outils de gouvernance déjà validés par la CNREDD.

La mise en application de ces outils donnera confiance aux communautés locales pour l'appropriation du processus REDD+ en RDC et ainsi contribuer au changement climatique.

**Annexes**





PROVINCE DU MAI-NDOMBE

Programme d'Investissement pour la Forêt

PIREDD Plateaux

---

### FICHE DE RECLAMATION

**N° d'enregistrement de la Plainte (PIF) :**

Coordonnées du Plaignant	Situation géographique
Nom et prénom :	Territoire :
Profession :	Secteur/Chefferie/Groupement :
Adresse :	Village
N° téléphone	CLD
Email	CARG

  

Localisation de la plainte :
Date des faits :

  

N°	Nature de la réclamation	cocher	N°	Nature de la réclamation	cocher
1	Destruction des biens de la famille/individuel		13	Conflits liés à la structuration du milieu (CLD, CARG, CART...)	
2	Destruction des biens communautaires ou publics		14	Conflits de partage entre métayers et fermiers appuyés par le projet	
3	Destruction du site culturel/religieux		15	Conflit foncier : Dispute pour le déplacement des bornes limites du champ	
4	Destruction du champ avec produits vivriers compris		16	Conflit Foncier : appropriation d'une terre d'autrui	
5	Destruction des arbres fruitiers ou sauvages		17	Conflits liés au PSE	
6	Restriction d'accessibilité aux ressources naturelles due au projet		18	Réinstallation involontaire	
7	Restriction des espaces à cultiver due au projet		19	Utilisation des produits chimiques	
8	Restriction aux bois de chauffe due au projet		20	Utilisation d'OGM	
9	Jouissance aux PFNL de la concession d'autrui		21	Animaux domestiques ou autres élevages tués par les engins du projet	
10	Manque d'eau de boisson liée au projet		22	Comportement inapproprié du personnel	
11	Pollution d'eau		23	Autres motifs	
12	Pollution de l'air				

Pour toute demande d'information concernant le mécanisme de gestion des plaintes et recours du Programme d'investissement pour les Forêts, contacter : [plaintes.recours.pif@gmail.com](mailto:plaintes.recours.pif@gmail.com)

**Description détaillée de la plainte par le plaignant** (annexer tout document utile à l'examen de la plainte) :

Date, lieu et signature du plaignant

**Avis de PIREDD-Plateaux** (annexer tout document utile à l'examen de la plainte) :

Date, lieu et signature du médiateur

**Décision du coordonnateur du PIF**

Date, lieu et signature du coordonnateur du PIF

Pour toute demande d'information concernant le mécanisme de gestion des plaintes et recours du Programme d'investissement pour les Forêts, contacter : [plaintes.recours.pif@gmail.com](mailto:plaintes.recours.pif@gmail.com)

**Questionnaire d'observation indépendante non mandatée MUSHIE**

- Est ce que WWF fait participer les communautés dans la réalisation du projet REDD+ (Participation);
- Est ce que WWF publie les fonds alloués au projet REDD+ auprès des communautés (Transparence);
- Est ce que WWF rend compte aux communautés de l'utilisation des fonds alloués au projet REDD+ (Redevabilité);
- Est ce que WWF possède un mécanisme de gestion des plaints là où il réalise les activités REDD+ (Gestion des plaintes);
- Est ce que les communautés bénéficie des paiements pour le service environnementaux? Si oui, est ce que nous pouvons avoir les exemples concrets? ;
- Est ce que WWF a respecté le CLIP (consentement libre au préalable et informé), les principes standards et l'aspect genre avant, pendant les activités REDD+;
- Est ce que WWF diffuse des informations sur le processus REDD+ auprès des communautés (Information).